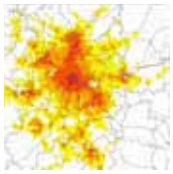
Universités & Territoires



sommaire n° 61 - juin-juillet 2009

2 Etudes actives à la CPU en partenariat avec la Caisse des dépôts.
3 Collectivités et enseignement supérieur : un pas de deux. Echos de l'AVUF et des assises de la FMVM.
4 Tendance au schéma directeur pour le logement étudiant.
5 Sortir du labyrinthe : les jeunes diplômés des quartiers.
6 Questions engagées. Entre le colloque de Barcelone sur la RSU et l'U2E à Dunkerque.
7 Proximité.
8 L'université, nouveau territoire du mécénat.

Défi obligé

par Nicolas Delesque, directeur de la publication

Conséquence de la crise financière qui a frappé l'économie mondiale, depuis quelques mois, la problématique de l'emploi est revenue sur le devant de la scène. Entre 700 000 et 1 million d'emplois perdus courant 2009 : telles sont aujourd'hui les prévisions désastreuses pour notre pays. Qui plus est - constante auparavant propre à la France, mais désormais généralisée à toute l'Europe -, les jeunes constituent les premières victimes de ce phénomène.

A y regarder de plus près, on s'aperçoit que les secteurs touchés à la fois le plus massivement et le plus rapidement sont ceux qui connaissaient déjà des problèmes, ou émettaient du moins de solides doutes quant à leur viabilité économique à moyen terme. La surproduction mondiale de pneus n'est pas, par exemple, une nouveauté, surtout au moment où la nécessité d'un développement durable des pays industrialisés interroge la place prépondérante de l'automobile dans l'éventail de nos moyens de transports.

La crise a ses effets propres, qu'il ne s'agit pas de mésestimer et que nous allons malheureusement découvrir encore dans les mois à venir. Mais elle est aussi un révélateur impitoyable des faiblesses ou retards de notre société quant à l'accompagnement des mutations industrielles, aujourd'hui à l'œuvre et autrefois mal anticipées. L'inadéquation de notre système d'enseignement initial et continu aux enjeux de formation qui vont accompagner ces mutations constitue l'une de ces faiblesses. Faiblesse qui peut coûter très cher à notre pays, tant socialement qu'économiquement.

Le défi n'est pas aisé : il concerne donc tous les acteurs de notre société. Nous n'avons pas le choix. Entre d'une part les milliers de jeunes qui, de par leur sous-qualification, ne trouvent pas d'emploi, et le fait d'autre part que notre système d'enseignement ne « produit » pas assez de diplômés pour subvenir au besoin de notre économie, il va bien falloir jeter des ponts dans l'objectif de réduire cette fracture.

Le chantier lancé par Martin Hirsch, à travers son appel à expérimentation, doit participer de cette recherche de solutions. De nombreuses universités y ont d'ailleurs répondu, ainsi que des associations comme l'AFEV ou l'AFIJ. Les réponses sont attendues pour la mi-juillet - espérons que la récolte estivale sera à la hauteur de ces enjeux.

Bonnes vacances et à la rentrée. ■

Universités & Territoires

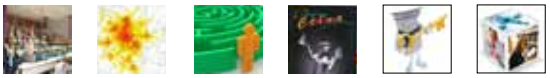
Directeur de publication : Nicolas Delesque • Edition : PCC 5/7 rue de Savies 75020 Paris - Philippe Campinchi philippe@campinchi.com - Tél : 0684606274 • Retrouvez les archives sur www.universites-territoires.fr • Création graphique : PCC stocker@crouitch.com • Rédaction : PCC redaction@sarlpcc.com, FP et MB Tél. : 0979253239 • Crédits photographiques : DR - PCC • Iconographies des organisations citées • Comité éditorial : Pierre Albertini, Pascal Blache, Daniel Lamar, Elise Rendaudin, Jerôme Sturla,...• Cette newsletter est réalisée en collaboration et partenariat avec :

Conférence des présidents d'université
L'université est une chance. Saisissons-la
AVUF Association des Villes Universitaires de France
AFEV
AFIJ
ofup

universités

Etudes actives

La Conférence des présidents d'Université (CPU) et la Caisse des Dépôts se mobilisent en faveur des universités françaises. Deux premières études ont été rendues publiques. Le développement durable est à l'honneur. De nombreuses initiatives sont aussi prises dans ce domaine au sein des universités. Signe des temps : des chargés de mission développement durable ont par exemple été nommés. Les décideurs de l'environnement, du développement durable et de la responsabilité sociale des secteurs public et privé doivent échanger, nouer des liens et créer de nouvelles relations de travail.



Mission
Communiquer

Nous reproduisons ici un entretien publié dans l'étude que la Caisse des Dépôts a remise à la CPU. David Habermacher, maître de conférences et chargé de mission Développement Durable de l'Université de Haute-Alsace :

Quelles sont les caractéristiques du parc immobilier de l'Université de Haute-Alsace ?
L'Université de Haute-Alsace (UHA) possède 5 campus répartis entre Mulhouse et Colmar. Son parc immobilier de 120 000 m² est assez hétérogène et est composé de 19 groupes de bâtiments, datant des années 1960 aux années 2000. Les bâtiments comportent principalement des salles de cours, de recherche et des bureaux.

A quoi cette cartographie va-t-elle vous servir ?
Cette première étude nationale permettra de situer l'UHA parmi les autres universités françaises. Elle va également compléter les outils mis en place par l'université dans son approche énergétique : tableau de bord pluriannuel des consommations d'électricité, de chauffage et d'eau, indicateurs de suivi et d'évaluation, ; voire se substituer à des études plus lourdes.

Quelles sont vos ambitions en matière de rénovation et de construction ?
L'objectif 2009-2012 est de garder a minima, en 2012, un état des lieux du patrimoine égal à celui de 2005 en réduisant les consommations énergétiques, en réorganisant certains locaux et en effectuant les travaux d'entretien nécessaires. De nombreuses opérations de rénovation et d'extension sont envisagées, sur plusieurs années. Certains bâtiments seront exemplaires en termes de performances énergétiques.

Quel est l'enjeu de la rénovation énergétique ?
Il s'agit de maintenir le patrimoine immobilier en bon état et, d'un point de vue financier, au minimum de conserver la valeur du bâti. Suite aux travaux de rénovation, des baisses de charges parfois conséquentes sont obtenues. Par exemple, l'UHA a réduit de 38% sa consommation d'eau entre 2005 et 2008, et a ainsi abaissé son budget eau de 21% en 3 ans. Le prochain défi est d'abaisser les consommations de chauffage et d'électricité, stables depuis 2005 (+1 %). L'enjeu est également stratégique pour l'UHA. L'université met en oeuvre une politique de développement durable depuis janvier 2008. Elle est impliquée dans le plan climat territorial de la Communauté d'agglomération de Mulhouse. Elle est engagée dans d'autres actions dont un *« pôle de compétence bâtiments basse consommation »*, ainsi que dans une future collaboration transfrontalière avec l'Allemagne dans le domaine du développement durable, en particulier au niveau des bâtiments et des nouvelles énergies. La communication sur le sujet est primordiale afin d'obtenir une compréhension et une participation de tous les acteurs de l'université.

Info+
www.cpu.fr
http://cartographie.extragency.fr/

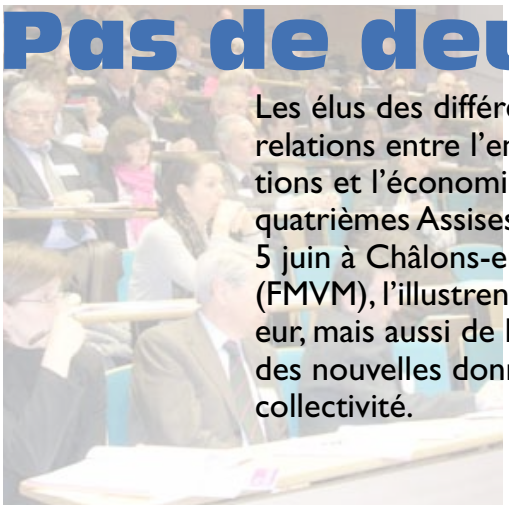
Etudes

La Conférence des présidents d'université (CPU) et la Caisse des Dépôts ont signé un partenariat pour accompagner le développement des universités. Ce partenariat se traduit par un important volet d'études.

Les deux premières études ont été présentées le 28 mai à la Conférence des présidents d'université (CPU) : une cartographie Energie - CO2 des universités françaises, complétée d'un outil de pilotage « StratEnergieCO2 », une étude sur la stratégie numérique des universités, complétée du premier guide méthodologique de l'Université numérique. D'autres sujets sont à l'étude dans le cadre du partenariat entre la CPU et la Caisse des Dépôts : brevets, fondation d'université, vie étudiante, international ou encore immobilier.

Info+
www.cpu.fr
www.caissedesdepots.fr
La convention CPU-CDC
http://www.cpu.fr/fileadmin/fichiers/actu/convention_partenariat.pdf

Pas de deux



Les élus des différentes collectivités ont un rôle fondamental à jouer dans les relations entre l'ensemble des acteurs de l'enseignement supérieur, les populations et l'économie locale. Le colloque organisé à Bourges par l'AVUF, comme les quatrièmes Assises des villes moyennes et intercommunalités organisées les 4 et 5 juin à Châlons-en-Champagne par la Fédération des maires des villes moyennes (FMVM), l'illustrent parfaitement. L'apport du territoire à l'enseignement supérieur, mais aussi de l'enseignement supérieur au territoire, font désormais partie des nouvelles données politiques à prendre en compte dans la gouvernance d'une collectivité.

Verbatim

S'adapter aux territoires

A l'occasion des quatrièmes Assises des villes moyennes et intercommunalités, organisées les 4 et 5 juin à Châlons-en-Champagne par la Fédération des maires des villes moyennes (FMVM), des témoignages de maires ont été recueillis et publiés sur le site www.localtis.info. Morceaux choisis, sur Bastia et La-Roche-sur-Yon.

Emile Zuccarelli, ancien ministre, maire de Bastia (42 800 habitants) et président de la communauté d'agglomération de Bastia (51 300 habitants) :

« Dans une ville moyenne comme la mienne, il y a un autre axe qu'il faut mettre en avant : le développement de la matière grise et de la technologie. Très souvent, on considère nos communes comme marginales par rapport à la problématique de l'Université, de la recherche... Or c'est une grande erreur. Un tissu aussi essentiel que celui des villes moyennes ne peut passer à côté de l'économie quaternaire. Nous sommes d'ailleurs tous confrontés à des situations paradoxales. Certains doivent faire face à la présence d'une université écrasante dans la grande ville d'à côté. Chez moi au contraire, pour des raisons historiques, l'université a été localisée dans une ville de 5.000 habitants perdue au coeur de la montagne, à Corte. Je ne peux donc pas dire que je suis écrasé par la grande ville ! Pour autant, une communauté d'agglomération comme la mienne ne peut pas faire l'impasse sur ce sujet. Il faut qu'elle capte des enseignements supérieurs, a minima en termes de formation continue, de formation professionnelle. Il faut qu'elle ait des laboratoires, des éléments de recherche, qu'elle crée un tissu autour d'un pôle de compétitivité... ce qui est le cas de ma ville, avec le pôle de compétitivité auquel la Corse est rattachée, celui de Paca, lié aux énergies sans gaz à effet de serre.»

Pierre Regnault, maire de La Roche-sur-Yon (53 000 habitants) et président de la communauté de communes du Pays Yonnais (90 000 habitants).

« Nous travaillons beaucoup sur le renforcement de la présence universitaire, sur l'ancrage de la recherche à La Roche-sur-Yon : mise en place de formations qualifiantes, montée en puissance des entreprises innovantes, mise en place d'une technopole pour pouvoir accueillir les laboratoires... Tout va dans ce sens : faire en sorte, par exemple, que les PME innovantes s'appuient davantage sur les chercheurs. Et tout cela en lien avec les besoins du territoire. En organisant par exemple des filières spécifiques dans le bâtiment, dans la plasturgie... C'est quelque chose de nouveau pour nous : il y a cinq ou six ans, cela n'était pas aussi abouti. (...) Tout cela se fait évidemment en articulation avec l'Université de Nantes, qui est donc en partie « délocalisée » à La Roche-sur-Yon. (...) Avec les présidents d'université, mise en place des formations spécifiques, adaptées au territoire et qualifiantes, de niveau bac +5. Et ça marche. Donc en offrant des conditions de formation correctes et des filières qui ne sont pas en concurrence avec Nantes ou Angers, oui, c'est possible. Il faut jouer la spécificité. Tout en travaillant en réseau évidemment. (...) ce qu'il faut, c'est une mise en réseau des métropoles avec les autres villes avoisinantes. C'est ça, l'avenir d'un territoire équilibré - un réseau de villes connectées à une grande métropole européenne. Nous sommes complémentaires et non en concurrence. »

Info+
http://www.villesmoyennes.asso.fr/

Echos de l'AVUF

✓ Le compte-rendu du Colloque Enseignement superieur et dynamisme territorial organisé à Bourges le 13 mars 2009 est téléchargeable.

Info+
http://www.nouvelles-villes-etudiantes.org/bourges_colloque_compte_rendu.asp

✓ L'Assemblée générale de l'AVUF se déroulera à Montpellier le 3 juillet 2009. Deux débats seront organisés. Un premier autour d'un échange de pratiques et d'idées à partir des exemples de Toulouse, Metz, Paris…sur les Conseils de Vie Etudiante. Un second sur un projet de réseau de villes universitaires en Europe à partir des exemples de coopération internationale via les jumelages. Dans les questions diverses, un projet d'étude comparée des politiques d'habitat étudiant en France et les conséquences de la loi Libertés et responsabilités des universités sur les relations université-ville sont à l'ordre du jour.

✓ Les relations entre universités et villes : histoire, prospective, cas pratiques des coopérations actuelles ou nécessaires entre les équipes dirigeantes. C'est le thème du Colloque national à l'occasion du 600ème anniversaire de l'Université Aix-en-Provence, organisé les 18 et 19 septembre 2009.

Info+
www.avuf.fr
contact@latitude-etudiante.com

transversales

Schémas directeurs

En avril dernier, l'Université de Toulouse a retenu le bureau d'études marseillais « Sémaphores » avec « Latitude étudiante conseil » pour mener une étude visant à définir le schéma directeur du logement étudiant sur l'agglomération toulousaine. Le Conseil régional d'Ile de France prépare un colloque en juillet comme première étape préparatoire de son schéma directeur. Dans le même temps, les universités, comme par exemple l'université de Nice Sophia-Antipolis ou de Valenciennes (avec le soutien de la CDC), vont élaborer un schéma directeur du patrimoine de l'Université. Cette stratégie permet de dresser l'inventaire, et peut-être d'inventer de nouvelles formes de logements étudiants.

perspectives

Logements et territoires

Le schéma directeur fixe les orientations stratégiques du territoire concerné et détermine, sur le long terme, la destination générale des sols. Il coordonne les programmes locaux d'urbanisation avec la politique d'aménagement du territoire.

Jean-Paul Domergue, qui est l'un des experts de la question universitaire en France, précise *« c'est un phénomène qui remonte à quelques années seulement, depuis la massification des effectifs étudiants et donc une ouverture énorme à un marché de construction privée, et depuis que les étudiants ont eu droit aux APL, ce qui a ramené les prix du privé à quasiment ceux des Oeuvres. Quelques villes, soit par les agences d'urbanisme, soit par les universités, s'étaient penchées sur la question, soit parce que le marché du logement était très tendu sur ces sites et que les universités ne pouvaient donc plus attirer d'étudiants (comme à Grenoble ou Bordeaux), soit parce que, pour des raisons diverses, les prix avaient flambés, comme à Strasbourg. »*

ETUDE...

« Nous voulons définir une stratégie publique d'intervention sur le logement étudiant de manière partenariale », détaille Jean-Noël Larré, directeur immobilier et aménagement du PRES Université de Toulouse. Dans son appel d'offres, l'Université de Toulouse a demandé au cabinet d'études de répondre à la question *« comment spatialiser l'offre de production de logement étudiant en fonction de la diversité des territoires ? »*

« Nous devons également répondre au problème de l'attractivité de l'université de Toulouse et à la nécessité d'optimisation des finances publiques », complète le directeur immobilier et aménagement du PRES lors d'un entretien à l'AEF.

...ET SEMINAIRE

Dans le cadre de la démarche partenariale entreprise par la Région Ile-de-France pour l'élaboration du Schéma régional du logement étudiant, un séminaire sur le logement étudiant sera organisé le 8 juillet 2009, de 9h30 à 12h30, à l'Hémicycle régional. Ce séminaire a pour objet « le logement des étudiants en Ile-de-France : produits innovants et nouvelles pratiques ». L'ensemble des acteurs du logement étudiant sont conviés (bailleurs sociaux, universités, gestionnaires CROUS et autres, associations d'étudiants etc..) , ainsi que les élus concernés, etc….

Deux tables rondes sont prévues. Une première sur les produits innovants : les containers, les solutions proposées par la filière « bois », les « logements modulaires ». Une seconde sur les nouvelles pratiques avec en particulier l'Afev qui a développé son concept de logements solidaires. ■

Info+
http://www.univ-toulouse.fr/1242318309005/0/fiche_article/&RH=1240589758504

www.iaurif.org

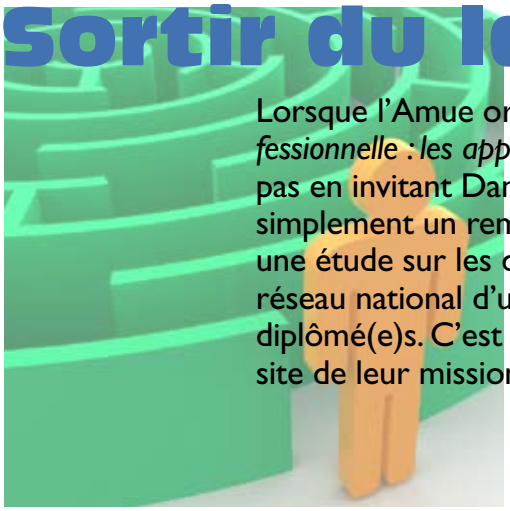
Cube city

Le concept est étudié pour pouvoir répondre rapidement aux besoins d'hébergement des étudiants, des jeunes actifs, et des travailleurs saisonniers. Il s'agit d'un habitat nomade, économique et respectueux de l'environnement. Il peut avoir un caractère réversible ou permanent. Il permet à l'occupant d'être locataire ou de devenir propriétaire en lui offrant l'avantage unique d'être suivi par son logement tout au long de son parcours scolaire ou professionnel.

Info+
Louis Blanco
lb@carre-detoiles.com

parcours

Sortir du labyrinthe



Lorsque l'Amue organise un séminaire intitulé *« De la maturation à l'insertion professionnelle : les apprentissages étudiants »,* le mardi 16 juin 2009, elle ne se trompe pas en invitant Daniel Lamar, le directeur de l'AFIJ à intervenir. L'AFIJ n'est pas simplement un remarquable observatoire, à l'image de l'OVE qui vient de publier une étude sur les décrocheurs. C'est avant tout un acteur qui travaille avec son réseau national d'un cinquantaine d'antennes pour faciliter l'insertion des jeunes diplômé(e)s. C'est aussi, de plus en plus, un partenaire des universités dans la réussite de leur mission d'insertion professionnelle de leurs étudiants.

étude

Jeunes des quartiers

L'AFIJ vient de réaliser une étude sur le profil et les caractéristiques des jeunes diplômés résidant dans les quartiers relevant de la politique de la ville, et inscrits à l'AFIJ en 2008. Qui sont-ils ? Quelles difficultés rencontrent-ils ?

Dès le début de ses actions d'accompagnement individuel de jeunes des quartiers en 1997, l'AFIJ a entendu dire *« il n'y a pas de diplômé dans les quartiers ».* Les chargés de mission de l'AFIJ ont réussi à démontrer l'existence de ce public et à mettre en évidence leurs problématiques particulières d'insertion professionnelle.

Deux tiers des jeunes suivis résident dans un quartier relevant de la politique de la Ville. 60% des jeunes des quartiers n'étaient pas inscrits à l'ANPE (Pôle Emploi) lors du premier entretien à l'AFIJ. Les jeunes femmes des quartiers sont plus nombreuses à évoquer des difficultés dans leur recherche d'emploi : *« j'ai des frères et sœurs que je dois assumer »* , *« je ne peux pas envisager de quitter mon domicile »* , *etc.*

De manière générale, ils sont souvent issus de filières courtes de l'enseignement supérieur. Près de la moitié des jeunes des quartiers a un niveau Bac à Bac+2 (48%). 17% sont titulaires de la seule licence. La part des Bac+5 n'est pas négligeable elle non plus (24%). On y relève même des ingénieurs (mécanique, électricité, productique, télécoms, commerce, etc.). Cela contredit les stéréotypes à l'égard des jeunes des quartiers.

Ils sont plus âgés que la moyenne des jeunes inscrits à l'AFIJ, en particulier les hommes. Trois quarts des jeunes suivis déclarent ne disposer d'aucune ressource pour subvenir à leurs besoins. Cela a des conséquences dans leur recherche d'emploi : ils ne visent pas des postes en dehors de leur département, voire hors de leur commune et finissent par rechercher des emplois « alimentaires » dé-qualifiés et ne correspondant pas à leur projet professionnel.

Enfin, ces jeunes manquent très fréquemment de réseau relationnel correspondant à leur projet professionnel. C'est le cas de 93% d'entre-eux. faut-il rappeler que « le marché caché de l'emploi » fonctionne sur le monde relationnel. ■

Info+
www.afij.org

Décrocheurs

✓ Chaque année, de nombreux jeunes abandonnent leurs études supérieures sans obtenir de diplôme. Lors de la dernière enquête Génération du Céreq, ils représentaient 20 % des étudiants issus de l'enseignement supérieur, soit près de 75 000 individus, dont 46 200 sortants de l'Université et 28 100 de STS ou d' IUT. Le processus aboutissant à l'abandon des études n'est que rarement analysé. Un « OVE Infos » est consacré au sujet : facteurs et motifs d'abandon, ainsi que trajectoires post-universitaires de quelques-uns de ces jeunes. Il s'appuie sur une étude menée pour l'OVE qui a consisté à interviewer 60 « décrocheurs » sur leur parcours. Les entretiens donnent à voir une diversité d'expériences et montrent qu'entre le moment où les étudiants s'orientent à l'Université et le moment où ils abandonnent définitivement les études sans obtenir de diplôme, des mois voire des années peuvent s'écouler.

Info+
http://www.ove-national.education.fr/ove_infos/pdf/oi21_ove_infos_21-_bat_final_page_7-4-9.pdf

Proximité

potentiel
Quelles mesures pour les jeunes ?

L'AFIJ signe des conventions avec les universités. *Potentiel,* la newsletter de l'AFIJ envoyée à plus de 5000 responsables RH a présenté sa convention avec l'Université de Metz pour la mise en place de modules stratégies « recherche d'emploi ». Ces actions s'inscrivent dans le cadre du Plan « Réussir en licence », mais aussi dans la mise en place des futurs BAIP (Bureaux d'aide à l'insertion professionnelle). A Nanterre, l'AFIJ vient de signer une convention avec l'UFR de sciences juridiques, administratives et politiques (SJAP) .

Info+
www.afij.org

Questions engagées

« Vers une Université citoyenne et solidaire, la responsabilité sociale des universités en questions » etait le thème du colloque organisé à Barcelone par la Région Rhône-Alpes en partenariat avec l'Afev et la Generalitat de Catalunya. Cette seconde rencontre s'inscrit dans le prolongement du colloque organisé à Lyon en décembre 2008. Elle a permis de revisiter la fonction sociale de l'Université. Cette fonction sera aussi au coeur de l'Université européenne de l'engagement qui a comme problématique cette année l'interrogation suivante : quelles villes demain dans une société de la connaissance ? Cet ensemble de réflexions est le support théorique pour inventer de nouvelles formes d'engagement.

université

Ressource pour les territoires

Encourager les projets des universités visant à mettre en oeuvre leur "Responsabilité Sociale" afin de contribuer à la cohésion sociale de leurs territoires de proximité, favoriser l'engagement étudiant et sa reconnaissance académique, soutenir l'accès à la connaissance pour le plus grand nombre sont quelques-unes des pistes énoncées par Roger Fougères, Vice Président à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche, Région Rhône Alpes.

« Sur fond de crise où la responsabilité sociale de l'ensemble des acteurs socio-économiques est engagée, la contribution au maintien des conditions de la cohésion sociale est interrogée. La stratégie de Lisbonne rappelle que la mutation vers une économie de la connaissance n'est possible qu'à la condition d'une réelle démocratisation de l''accès aux savoirs. » précise le document de présentation du colloque. C'est à l'aune de cette vision que Bernard Pecqueur, Professeur à l'Université Joseph Fourier, Directeur Adjoint du laboratoire PACTE, a recontextualisé la question du rapport de l'Université à son territoire dans un monde globalisé. Deux débats majeurs ont structuré la journée.

Le premier sur l'idée que les étudiants acquièrent par le biais de leur engagement des savoirs expérimentaux nécessaires - savoir être, savoir faire - et complémentaires aux savoirs académiques. Jean-pierre Cabrol, secrétaire général de l'université François Champollion à Albi, a raconté son expérience avec près de 10% d'étudiants engagés dans des actions de l'Afev.

Le second sur la dynamique à créer entre Université et autorité publique pour devenir *« des acteurs conjoints de la cohésion sociale. »* Un bel exemple dans la périphérie de Barcelone a été présenté, avec des équipements sportifs pour les étudiants installés dans le quartier, afin de favoriser la mixité étudiants-habitants.

VERS DE NOUVELLES PISTES

Jérôme Sturla, directeur délégué Afev, chargé de résumer les travaux de cette journée, explique qu'il existe deux conceptions de l'Université. *« Une élitiste qui est de fait dépassée vis-à-vis des enjeux d'une société de la connaissance. Une autre ancrée sur les réalités territoriales - ce qui ne veut pas dire qu'elle gomme l'excellence, qui est l'une des missions de l'Université. »* Il précise que *« l'Université est une ressource pour les territoires »* et qu'elle doit avoir *« un rôle permanent »*. La séquence formation initiale, activité professionnelle, retraite n'est plus opérante. La notion d'apprentissage tout au long de la vie sur les territoires et toutes catégories confondues est à l'ordre du jour.

L'intégralité du débat sera prochainement mise en ligne sur la chaîne de TV de l'Afev, sur Dailymotion. En attendant, le prochain rendez-vous est pris pour se retrouver au Brésil, comme nouvelle étape vers l'invention de nouvelles formes de coopérations entre l'Université et les territoires.

Info+
www.afev.org

U2E 2009
Université Européenne de l'Engagement
DUNKERQUE
25, 26 ET 27 AOÛT 2009

Qu'est ce que l'U2E ?

✓ L'émergence d'une société de la connaissance implique de grandes mutations du local à l'international. *« Lors des deux éditions précédentes de l'Université Européenne de l'Engagement, nous avons avancé sur une définition de ce que peut être cette société des savoirs : les ressources attendues et les exclusions qui peuvent être générées. »* précisentles organisateurs de l'U2E. *« Nous avons établi des liens entre société de la connaissance et mondialisation, défini une place centrale à la culture comme vecteur de cohésion sociale, identifié la lutte comme l'illettrisme comme une priorité, ouvert des possibles sur la définition de nouvelles solidarités. »*

L'édition 2009 – la dernière à Dunkerque – sera placée sous un prisme plus local : quelles sont les implications d'une société des savoirs dans nos régions, nos villes et les quartiers ? Pour le dire de manière prospective : quelles villes demain dans une société de la connaissance ?

L'emploi des jeunes, l'action des collectivités locales, la participation des habitants, la vie dans les quartiers populaires seront au cœur des débats pour *« inventer la ville de demain, une ville solidaire, dynamique, ouverte sur le monde. »*

Info+
http://microsites.afev.org/index.php?page=fr_u2e_2009

vie étudiante

Proximité

L'OFUP crée plus de 1000 emplois en CDD. Le reportage sur BFM TV revient sur la sécurisation des parcours des étudiants et décrit le rôle de l'OFUP pour promouvoir la lecture et la diffusion de la presse dans notre pays. En Alsace, le pass campus multi services est inventé. La CPU et la MGEN signent une convention cadre en particulier sur *« l'accompagenement social et les questions de santé. »* Quel est le rapport entre ces différentes initiatives ? Ce sont simplement des services ou des actions de proximité utiles pour la vie de l'université comme celle de l'étudiant.

Innovation

Mon pass campus

Les deux universités d'Alsace (universités de Strasbourg et de Haute-Alsace) délivreront pour la rentrée prochaine une carte multiservices « Mon pass campus Alsace ». Conçue avec le Crous d'Alsace et la CTS (Compagnie des transports strasbourgeois), « c'est la première carte multiservices de France qui sera dotée d'une fonctionnalité transports [bus et tram], d'abord à Strasbourg et bientôt à Mulhouse », indique le président de l'UdS Alain Beretz.

Ce porte-monnaie électronique doit *« faciliter la vie au sein des universités et dans la cité »*, soulignent les universités. « Avec une seule et même carte », indique Joannie Crinon, vice-présidente étudiante de l'UdS, *« les étudiants pourront manger, bouger, aller à la bibliothèque, photocopier, accéder aux bâtiments et bénéficier de leur statut partout où il est reconnu »*. La carte (type Moneo) sera donnée lors des inscriptions pour l'année 2009-2010, début juillet à l'UHA et fin août à Strasbourg.

Les années prochaines, les partenaires comptent y adjoindre d'autres services : édition de certificats de scolarité, relevé de notes, validation de présence aux examens, carte culture, accès aux parkings-relais, achats de tickets SNCF, location de vélo, etc. Une initiative à suivre.

Info+

www.passcampus-alsace.fr

Brèves

✓ Lionel Collet, président de CPU et Jean-Michel Laxalt, président de la MGEN, signent un accord-cadre, leur permettant *« de conduire et de mener, dans les domaines de l'accompagnement social, de la santé, de la formation et de la recherche, des actions conjointes qui soient plus adaptées à l'évolution du système universitaire et aux besoins de ses personnels et usagers »*.

✓ L'OFUP recrute environ 1000 CDD pour sa campagne de promotion de la presse dans les lycées et les universités. Interview de Pascal Blache président de l'OFUP sur BFM mediarh.com

Disparités

Certaines fondations sont déjà créées, d'autres sont sur les starting-blocks, à l'image de la Fondation de l'Université de La Rochelle qui sera officiellement lancée le 1er juillet 2009. En phase de pilotage, ou encore dans les cartons, la question des fondations et de l'évolution stratégique sur les modes de financement qu'elle sous-entend, est à l'ordre du jour. Le thème devient aussi, pour reprendre une expression de l'Admical, celui d'un *« nouveau territoire du mécénat »*. L'organisation d'une journée de travail, à l'initiative de la communauté du mécénat, sur le sujet, l'illustre parfaitement.

Université

Nouveau territoire du mécénat

Depuis sa création en 1979, Admical a pour objet de promouvoir le mécénat d'entreprise en France dans les domaines de la culture, de la solidarité, de l'environnement et du sport. Admical est à la fois une plate-forme d'observation du mécénat d'entreprise unique en France, un interlocuteur privilégié des entreprises, des porteurs de projets et des pouvoirs publics et, enfin, un carrefour de réflexion et de rencontre entre les différents acteurs du mécénat. L'enseignement supérieur vient de devenir un nouveau champ de réflexion et d'action pour cette association.

« Recherche, enseignement supérieur : deux priorités pour la France. Que peut le mécénat d'entreprise ? » est le thème du colloque organisé par l'Admical le 23 juin 2009, dans les locaux de BNP Paribas. Cette rencontre ouvre plusieurs pistes de réflexions : *« Le chercheur et l'entreprise mécène, la pertinence d'une rencontre »*, *« L'enseignement supérieur, ses moyens, ses ambitions : quelle place pour le financement privé ? »*. Axel Kahn, directeur de recherches à l'Inserm, président de l'Université Paris-5 est le grand témoin de cet événement.

Depuis des années, des fondations comme celle d'HEC ou de Renault sont devenues des acteurs reconnus dans ce débat. Le fait que cette journée de travail se déroule à l'initiative de la communauté du mécénat est un élément significatif notable.

Vincent Edin, chargé de mission à l'Admical, constate que *« la loi a été plus vite que les pratiques. Les universités se posent des questions et sont à la recherche d'informations et de financements. Les entreprises sont aussi demandeuses de mieux comprendre cette évolution. Le supérieur devient un thème des nouveaux territoires du mécénat. »* Il constate aussi que *« la notion de territorialité dans les fondations d'Université, à Lyon-1 ou Clermont, est très présente pour soutenir le rayonnement territorial des universités. »*

Info+
www.admical.or-

La Fondation Renault

Depuis 2004, la Fondation d'entreprise Renault accueille chaque année près de 70 étudiants diplômés de l'enseignement supérieur, dans les formations en langue française mises en place avec des universités et des écoles françaises à Paris. La Fondation Renault finance d'une part les programmes d'études et d'autre part la totalité du cursus en France (y compris une bourse mensuelle) des étudiants sélectionnés. ParisTech et la Fondation Renault se sont aussi associés pour créer le Master Paristech Fondation Renault, Transport et Développement Durable.

Info+
www.fondation.renault.com

Echos du web

✓ *« Un premier don de 5 000 euros a été fait à la Fondation pour le programme de bourses sociales. (...) En effet, ce programme vise à aider des étudiants en difficultés matérielles ayant obtenu de bons résultats académiques. Ce don témoigne sans aucun doute de l'intérêt porté par la société civile à des projets transversaux à caractère social développés par l'Université de Strasbourg.»*

Info+
www.fhttp://fondation.unistra.fr

✓ La Fondation de l'Université d'Auvergne a mis en place un nouveau système d'aides financières destiné à renforcer la mobilité des étudiants (du DUT au doctorat) des post-doctorants et des enseignants-chercheurs de l'Université d'Auvergne.

Info+
www.fhttp://fondation.unistra.fr

✓ L'UFR de Médecine Lyon Sud-Charles Mérieux, composante de l'Université Claude-Bernard Lyon-1, officialise le financement à 50% par les Laboratoires Boiron de la rénovation d'un amphithéâtre de 300 places sur le site de Lyon-Sud. Le don des Laboratoires Boiron à la Fondation Lyon-1 s'élève à 500 000 euros.

Info+
www.lyon1fondation.org